

2019 débute fort pour les cadres ! L'AGIRC, la retraite complémentaire des cadres du privé, se fonde dans le nouveau régime unifié. Une redéfinition du statut cadre devait être négociée depuis 2015. Or le patronat s'obstine à refuser toute définition interprofessionnelle de l'encadrement pour mieux déclinier l'arbitraire entreprise par entreprise.

Dans un contexte où les questions salariales libèrent la parole, le gouvernement et le patronat jouent la division du salariat pour mieux protéger les 1%. La prime de fin d'année, quand elle est octroyée, exclut les cadres du montant maximum au prétexte qu'ils gagneraient trop, alors que les dividendes atteignent des records. Cette logique accroît le divorce entre les directions d'entreprise et l'encadrement au moment même où sa mobilisation est requise pour mettre en place les transformations numériques. La réduction des coûts et les réorganisations incessantes remettent en cause le sens et le contenu des missions et démotivent la volonté de maintenir la qualité d'un service public déjà abimé.

La défiance envers les institutions, les politiques et directions trouve des modes d'expressions qui peuvent mener au pire. Les cadres, au travail, sont témoins de ce délitement du vivre ensemble, voire de la démocratie. Pour sortir de la crise, la remobilisation de l'encadrement, indispensable, passe par la reconnaissance du professionnalisme et des qualifications. 2019 s'ouvre sur des attentes fortes d'une réelle écoute et de nouvelles possibilités de mobilisation collective. Retraites, salaires, statut de l'encadrement... la CGT-Fapt et son Union Fédérale des Cadres mettent toute leur énergie pour que les cadres retrouvent la maîtrise du sens et du contenu de leur travail. La mobilisation du 5 février 2019 sera l'occasion de faire entendre nos exigences.



FLASH CADRES



FLASH CADRES

Branche Poste

Concertation, vous avez dit concertation

La Poste, après moult demandes, accepte enfin de discuter du métier de Directeur de Secteur. À la grande déception de la CGT, il ne s'agira pas d'un accord, plus impliquant, mais d'une simple concertation qui, selon la direction, ira plus loin que les échanges sur la mise en place des « Clés de la Réussite ».

Pourtant là aussi la CGT avait tapé du poing sur la table pour alerter sur la situation des managers et en particulier des DS qui, dès le début, montraient que la reconnaissance et les moyens n'étaient pas au rendez-vous. Pour la CGT, les mots ont un sens, annoncer une concertation nationale sur un métier de cadre supérieur n'est pas anodin.

Elle entend prendre toute sa part dans cette concertation en portant les remontées du terrain, tant sur la reconnaissance salariale et de carrière, qu'en termes de moyens humains et pratiques.

Pigeon... voyageur

Une valise à la main, un billet de train ou le volant de la voiture dans l'autre... C'est le formateur d'aujourd'hui. Par monts et par vaux, il sillonne le territoire pour prêcher la bonne parole, entendez : porter la stratégie de l'entreprise au plus près des unités opérationnelles. Nos directions n'ont de cesse d'afficher que son rôle est important pour accompagner les mutations de tous nos métiers.

Pour autant quelle reconnaissance a-t-il ? Certains d'entre eux sont III.2 depuis plus de dix ans et dispensent les mêmes formations qu'un III.3 ou un Groupe A. Vous pouvez chercher ce qui les différencie, dans la réalité (compétences... contenu de travail) vous ne trouverez rien.

Tous les III.2 doivent passer III.3, l'ensemble des formateurs doivent avoir une rémunération du niveau Groupe A. Pas un formateur en dessous du III.3 pourrait être une mesure immédiate en vue de gagner, à terme, le Groupe A pour tous.

Branche Télécoms

Consultation sur les salaires

Les salariés d'Orange produisent de plus en plus de richesse, pourtant leurs salaires subissent un tassement continu et trop de cadres sont encore en dessous du plafond de la Sécurité Sociale (3377 € brut). La direction procède à un siphonage de la richesse pour les actionnaires, pénalisant la part de l'investissement et des salaires dans la valeur ajoutée.

Chaque année, 4 000 suppressions de poste mettent sous tension les salariés, subissant hausse de la charge de travail et baisse mécanique du budget des augmentations salariales. En 2018 malgré les 1,8 Mds d'euros de dividendes reversés, la direction n'a pas voulu trouver d'accord et décida une augmentation bien en deçà de l'inflation.

Pour contrer cela, la CGT mène une consultation dans les services visant à construire avec les salariés le rapport de force et les revendications qu'elle portera en 2019. Merci pour vos réponses !

Arc-bouté

De l'avis même des managers et des ressources humaines en local, qui sont confrontés aux difficultés en première ligne, l'accord sur la reconnaissance des compétences et des qualifications (ARCQ) est impossible à mettre en œuvre, recoupant l'analyse des négociateurs CGT qui avaient refusé de signer.

Une organisation, signataire de l'accord, a récemment demandé sa renégociation car elle estimait qu'il y avait tromperie sur la marchandise.

Et pour cause, la direction se sert de cet accord pour déformer les métiers et procéder à une réorganisation déguisée de l'entreprise, tout en ralentissant le processus de reconnaissance salariale.

La direction reste bloquée sur ses positions et joue la montre en proposant de rédiger un document « repères » expliquant les modalités 2019 pour toute solution.

Échos

Petite cause

Alors que la santé au travail devait être le sujet de l'année 2018, le gouvernement n'est toujours pas en capacité de lancer les négociations que réclament la plupart des organisations syndicales.

Le constat est pourtant édifiant : la santé tout comme l'engagement au travail ne cessent de se dégrader.

Le travail est malade : il faut le transformer.

Pour la CGT, la construction avec les salariés des organismes concernés (Carsat, médecine du travail, Anact, INRS, OPPBTP) est incontournable, à partir de leur métier, de leur savoir et savoir-faire, dans une complémentarité, au service de tous les travailleurs.

Sortir de la crise sociale, c'est permettre de gagner une réelle citoyenneté au travail.

Il est urgent d'engager débats et négociations, la CGT y est prête.

Social

La mobilisation, rien que la mobilisation...

Depuis des années, les politiques menées par les gouvernements successifs génèrent de fortes injustices sociales, territoriales et fiscales.

La CGT n'a cessé d'alerter les pouvoirs publics, de mobiliser dans les entreprises et les services contre des réformes régressives et pour une autre répartition des richesses produites dans le pays. Ce ne sont pas les « mesurette » récentes annoncées par le gouvernement en réponse au mouvement des gilets jaunes qui répondent aux urgences sociales.

Les 57 milliards d'€ versés aux actionnaires des grandes entreprises démontrent l'ampleur des richesses créées par les travailleurs. Il est vraiment indispensable de construire un rapport de force, notamment par la grève, pour imposer au patronat la redistribution des richesses.

Le 5 février, la mobilisation doit être la plus large possible !

Le grand débat on va se le faire !!

Dans son souci d'autoritarisme, Macron nous pond un grand débat en cadrant strictement les thèmes à aborder et surtout ceux qui ne doivent pas l'être. Exit l'ISF, les salaires, le pouvoir d'achat, bref, rien sur les revendications portées par la CGT ou les gilets jaunes.

Il a un programme et il l'appliquera. C'est pourquoi la CGT ne participera pas au débat, sur ce contenu, mais bien sur la nécessaire revalorisation du SMIC, des minima sociaux, des pensions, des salaires et sur la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité. Ce débat on va se le faire ; la voix des salariés, des retraités, des privés d'emploi, doit et va compter face à un MEDEF épargné jusqu'à maintenant.

La CGT appelle à investir les lieux d'expression du débat pour y porter nos revendications, ainsi qu'aux convergences avec celles et ceux qui partagent nos idées.

International

Bengalis mobilisés

À Dacca, plus de 50 000 travailleurs du textile sont en grève totale pour les salaires, jamais réévalués depuis 2013.

Le syndicat NGWF (National Garment Workers' Federation) prend une part active au mouvement.

Les productions de H&M, Zara, WalMart, Kappa, Tommy Hilfinger, Calvin Klein, Carrefour, Tesco, Primark et Aldi sont paralysées.

Au Bangladesh, les exportations de vêtements représentent 83% du montant total des exportations, soit 30,61 milliards de dollars sur l'exercice 2017-2018. La CGT exige que les travailleurs soient rémunérés de façon à pouvoir vivre décemment et que les transnationales soient taxées sur les profits.

De l'argent, il y en a. Zara, par exemple, a dégagé un bénéfice de 3,16 milliards d'euros en 2016.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

À Suivre

Après plusieurs mois de discussions, les organisations syndicales et le patronat, gestionnaires du groupe d'Action Logement, ont validé un plan d'investissement de 9 milliards d'euros. Porté par la Participation des Employeurs à l'effort de construction (PEEC), il devrait augmenter la production de logements sociaux de qualité et à loyers accessibles à tous.

La CGT sera vigilante quant aux conditions de sa mise en œuvre et, plus particulièrement, aux conditions de travail des salariés d'Action Logement.

Vigilance aussi sur le maintien et la pérennité des ressources d'Action Logement, régulièrement ponctionnées par l'État. L'avis positif de la CGT sur ce plan d'investissement n'est aucunement un chèque en blanc !

CGT Ciblée

Locaux syndicaux ciblés

En cette trouble période où les meilleures intentions côtoient les pires réflexes, une constante reste visible, celle de l'irréductible fracture entre les vrais défenseurs de l'intérêt général, celui du peuple, et les suppôts du capitalisme.

Ainsi, il est de plus en plus fréquent que des néo-nazis s'en prennent à des locaux de notre CGT, qui, malgré certaines difficultés, reste la grande CGT, celle des acquis, celle de la lutte contre l'occupant fasciste.

Nous soutenons nos camarades de Bourgogne-Franche-Comté et, avec eux, nous rappelons cette phrase de Jaurès : « Nous ne plierons pas, nous ne nous soumettrons pas, nous ne nous conformerons pas, nous ne nous coucherons pas, nous ne nous tairons pas ! »

Manifestants ciblés

La crise des gilets jaunes est le dernier prétexte trouvé, par notre Gouvernement, pour remettre en cause notre liberté de manifester. Une proposition de loi liberticide, portée par les LR et adoptée par le Sénat, va être examinée prochainement par l'Assemblée Nationale. Si celle-ci est adoptée, les fouilles et palpations des manifestants deviendront des outils banals, le fichage et l'interdiction administrative de manifester seront possibles, avec pointage à la clef pour les victimes de ces nouvelles dispositions, sans compter l'aggravation des peines. Au lieu de répondre aux légitimes revendications de justice sociale, le gouvernement serre encore la vis. La CGT dénonce fermement ces dérives dangereuses pour nos libertés et notre démocratie.

Égalité

Encore un effort !

Près des 2/3 des emplois de la fonction publique sont occupés par des femmes selon les données de janvier 2019 du ministère de l'Action et des Comptes publics.

Un secteur féminisé, contrairement au privé où elles ne sont que 46%. Mais la présence des femmes diminue dès que l'on grimpe dans la hiérarchie car seulement 41% ont un emploi d'encadrement supérieur et de direction.

Dans la fonction publique hospitalière, 78% sont des femmes, 61% dans la fonction publique territoriale et 55% dans la fonction publique d'État. Parmi les cadres dirigeants nommés par décret par le président de la République, 1/4 des ambassadeurs, 17% des préfets et 1/3 des directeurs d'administration centrale des ministères sont des femmes.

Le « plafond de verre » est bien loin d'être brisé !